

IMMIGRATION FRANCOPHONE: CARTES SUR TABLE

2e Forum de la francophonie torontoise à Glendon

ONTARIO FRANÇAIS

Par Sonia Baritello – Semaine du 25 mars au 31 mars 2014



Léonie Tchatat, Michèle Pignol, Céline Saday et Yannick Rose ont abordé les services aux nouveaux arrivants, encadrés par le professeur Francis Garon (au centre).

Lundi 17 mars dernier au collège Glendon, on tournait en rond... mais dans le bon sens du terme. Pour son 2e Forum sur la francophonie torontoise, à l'occasion de la Semaine de la francophonie, plusieurs organismes du secteur public, privé et communautaire se sont réunis autour de tables rondes thématiques, pour faire le point sur les services aux nouveaux arrivants francophones.

«Nous sommes réunis pour resserrer les liens entre nos organismes, pour faire un bilan des récentes réalisations, et pour réfléchir ensemble aux grands défis à venir», a déclaré Alexandre Brassard, directeur de recherche au Collège Glendon et organisateur de l'événement. Dans les locaux du Centre d'excellence en études bilingues, l'heure était donc à l'état des lieux, en termes de chemin parcouru et de défis à relever.

Dynamisme

«18 000 immigrants francophones se sont installés à Toronto ces quinze dernières années», a pointé Alexandre Brassard. «Cela surpasse toutes les autres villes canadiennes, sauf Montréal.»

Essor de l'immigration, des activités des organismes et du tissu associatif francophones, de la demande de services en français: la francophonie à Toronto fait son chemin.

«Quels sont les besoins de nos nouveaux concitoyens? Comment nos organismes peuvent-ils faciliter l'intégration des nouveaux immigrants? Comment les nouveaux arrivants peuvent-ils contribuer à l'épanouissement de la communauté franco-torontoise?»

Pour répondre à ces questions, trois discussions autour de l'emploi, de l'accès aux services sociaux, et de la vie associative et culturelle ont été organisées au fil de la journée, avec les principaux représentants des organismes franco-torontois.

Intégration économique

La francophonie avance, oui, mais la route est encore longue. C'est le constat principal de ces tables rondes. Plusieurs points sont encore à développer. Parmi eux, le besoin d'augmentation de l'immigration et l'intégration économique des nouveaux arrivants.

La communauté francophone fait aujourd'hui encore face à certaines difficultés: un taux de chômage trois fois plus élevé que le reste de la population Torontoise, notamment chez les jeunes, un salaire inférieur de 18 000 \$ en moyenne par rapport aux travailleurs anglophones, une réticence des employeurs au recrutement...

Des représentants du RDÉE Ontario, de la passerelle I.D.É., du Club canadien de Toronto et de l'Association des communautés francophones de l'Ontario à Toronto ont essayé d'identifier certains facteurs et d'apporter des réponses, en évoquant leur propre expérience du terrain.

Un frein au recrutement

«Il est important de prendre en compte le contexte», explique Léonie Tchatat, de la Passerelle-I.D.É. «Il y a deux parcours d'immigrants francophones. Ceux qui arrivent de France, et les immigrants qui arrivent des pays en voie de développement. Les parcours sont différents et révèlent des valeurs et difficultés plurielles. »

Une idée soutenue par Michèle Pignol, du RDÉE Ontario: «Le problème, ce n'est pas forcément le candidat, qui a un bon diplôme et qui pourrait intégrer le marché du travail. C'est la perception, c'est l'intégration, c'est la discrimination. Les jeunes également ont moins de facilité à intégrer le marché du travail. Ils n'ont pas moins de diplômes, mais c'est parce qu'il y a vraiment un frein à embaucher.»

Frilosité des employeurs anglophones envers les nouveaux arrivants sans expérience canadienne, absence de reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger, manque d'une information claire et regroupée, absence de réseaux professionnels, lacunes linguistiques... autant de facteurs qui pèsent dans la balance de l'emploi, notamment selon Céline Saday, de l'ACFO-Toronto.

Il s'agit d'un important défi à relever, qui passerait notamment par la sensibilisation auprès des employeurs, par l'aide et le soutien en terme de recrutement, par le rappel de l'importance du bilinguisme, mais aussi par la valorisation de la langue française, comme «langue d'affaires».

«Il faut passer par l'éducation en français, mettre en valeur qu'il s'agit d'un outil», soutient Yannick Rose, du Club canadien.

L'importance d'une meilleure visibilité de la communauté, qui n'est pas regroupée géographiquement à Toronto, a également été soulignée notamment à travers le projet d'une Maison de la Francophonie.

«On a besoin d'une visibilité dans la province, en Ontario et à Toronto. Le projet de Maison de la Francophonie serait porteur pour nous tous. Ce serait un lieu vers lequel convergeraient des organismes de tous secteurs, des francophones, mais aussi des francophiles», s'est exprimée Michèle Pignol.

Services publics et communautaires

Un point a également été réalisé concernant l'accès aux services sociaux, de santé et d'éducation, mais aussi concernant l'offre associative et culturelle francophone en place à Toronto, en présence de l'ensemble des acteurs concernés.

Ces derniers ont évoqué leurs démarches, notamment sur l'identification des besoins, l'accueil et l'accès à l'information des nouveaux arrivants.

Ces organismes, dont la multiplicité a été questionnée, ont évoqué une «maximisation des ressources», pour répondre aux besoins d'une francophonie «multiple, complexe et plurielle», rassemblée avant tout par une langue commune, et par une identité commune, franco-torontoise.

© 2009 L'Express. Tout droits réservés.